Document généré le 25 avr. 2024 08:27

Bulletin d'histoire politique

L'Écosse et la mondialisation

David McCrone

Volume 10, numéro 1, automne 2001

Les nouvelles relations internationales : le Québec en comparaison

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1060505ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1060505ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

McCrone, D. (2001). L'Écosse et la mondialisation. *Bulletin d'histoire politique*, *10*(1), 61–72. https://doi.org/10.7202/1060505ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2001

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'Écosse et la mondialisation[1]

DAVID MCCRONE

L'Écosse est un casse-tête. Son nationalisme ne semble pas être conforme à la croyance populaire selon laquelle les processus de mondialisation et son corollaire de développement inégal sont responsables de son éclosion. Lorsque l'Écosse a été frappée par des forces économiques, sociales et culturelles de ce type, cela n'a pas généré de réactions nationalistes, si communes dans d'autres parties d'Europe. Nous parlons bien sûr des XVIIIe et XIXe siècles et non pas du temps présent. Pour voir en Écosse un mouvement politique que l'on peut réellement qualifier de nationaliste, il faut attendre le dernier quart du XXe siècle. Ceci ne signifie pas que la mondialisation n'a rien à voir avec le nationalisme écossais. Bien au contraire : le nationalisme écossais a tout à voir avec ce phénomène qui émerge vers la fin du XIXe siècle et qui se représente comme une force globale de transformation qui va provoquer un changement dans la structure constitutionnelle du Royaume-Uni.

Tout ceci pour dire que le nationalisme en Écosse semble contredire les théories conventionnelles du nationalisme[2]. L'Écosse va opérer sa transition vers la modernité politique à partir du XVIIIe siècle pour devenir, vers le milieu du XIXe siècle, la région la plus intensément industrialisée après l'Angleterre. Ses institutions économiques, culturelles et sociales vont être complètement métamorphosées, sans pour autant provoquer la naissance d'un mouvement nationaliste digne de ce nom. Cette naissance aura lieu une centaine d'années plus tard.

Procédons dans l'ordre et analysons ces questions séparément. Dans un premier temps, il n'y avait pas en Écosse, au milieu du XIXe siècle, de mouvements nationalistes perceptibles, alors que bien d'autres sociétés européennes connaissaient une période de nationalisme intense, avec des mouvements politiques qui cherchaient à libérer leur peuple de l'emprise des empires ou du joug colonial. En bref, on peut affirmer que l'élite qui use habituellement du nationalisme comme véhicule politique, la bourgeoisie, n'en avait pas besoin en Écosse. Pourquoi ? Elle avait déjà suffisamment de pouvoir[3]. L'Union de 1707 va amener l'Écosse et l'Angleterre (alors que le pays de Galles et l'Irlande vont se soumettre aux désirs de l'Angleterre) à fusionner dans un type d'État pour le moins curieux[4]. La Grande-Bretagne, qui changera de patronyme pour Royaume-Uni lorsque l'Irlande sera formellement annexée en 1801, était un mariage de raison pour l'Écosse

comme pour l'Angleterre. Pour les Écossais, l'Union procurait aux marchands l'accès aux marchés anglais et une protection contre les produits venant de l'étranger, car l'Angleterre pratiquait une politique mercantiliste. Le développement des colonies américaines était également important pour l'éclosion du commerce écossais. Pour l'Angleterre, l'Union va permettre de résoudre le problème politico-militaire créé par l'alliance franco-écossaise, qui date du XIIIe siècle, à cause de laquelle l'Angleterre s'est souvent trouvée coincée entre deux voisins. Le Royaume-Uni s'avérera être un système unitaire et non pas fédéral, ce qui implique un parlement unique malgré le côté multinational du nouvel État.

En vérité, il s'agissait d'une union très étrange : une union inégalitaire créée par les classes dirigeantes plutôt que par le « peuple » qui sera si important plus tard dans la mobilisation nationaliste et dans les processus de construction étatique. Il s'agissait d'une union pré-moderne qui créait un parlement unique, à une époque où les législatures étaient pré-démocratiques et en fin de compte peu importantes. Le plus important, dans cette union, c'est qu'elle laisse à l'Écosse de larges espaces d'autonomie. L'Écosse possède son propre système légal, sa propre Église (presbytérienne) et son propre système d'éducation, bref, sa propre société civile [5]. L'Union était, comme souvent en Grande-Bretagne, un compromis entre l'ancien ordre aristocratique et le nouvel ordre démocratique, une transformation sociale et politique sans bouleversement radical ou du moins sans conflits sociaux. L'Écosse s'autogouvernait mais sans avoir de législature domestique. Le parlement britannique votait les lois écossaises au besoin et laissait les Écossais se débrouiller seuls.

Cette attitude était également présente dans l'empire britannique en pleine expansion. Des commentateurs anglais se plaignaient de ces Écossais avant l'heure, qui cherchaient à obtenir une influence indue sur le plan économique et dans la gestion du pays et de l'empire. Pendant ce temps, l'Écosse va demeurer cet objet de curiosité constitutionnel : une nation-sans-État, ou plutôt une nation sans les signes extérieurs de souveraineté, mais avec une autonomie institutionnelle considérable.

Pendant ce temps, le Royaume-Uni était un État-sans-nation en ce sens que l'Écosse et l'Angleterre s'affairaient à la gestion de leurs propres affaires sociales, tout comme, dans une moindre mesure, le pays de Galles et l'Irlande. Tout ceci n'avait que peu d'importance comparativement à la gestion de l'empire. La Grande-Bretagne était sous-développée en termes de système de gouvernance, mais surdéveloppée en ce qui concerne l'empire : les ressources et les énergies étaient mises dans la gestion du plus grand empire qu'avait jamais vu le monde. La Grande-Bretagne était, après tout, le royaume du laisser-faire à qui l'Écosse donnera le plus connu des économistes, Adam

Smith, dont le livre *La richesse des nations* a connu de nombreuses rééditions depuis sa publication.

Les Écossais vont apprendre à vivre dans deux mondes : celui de l'empire, rempli de promesses, et celui de leur communauté. Ils vont cultiver le premier monde en modelant les institutions de leur communauté à leur avantage. Ils vont apprendre à être britanniques et écossais, et ce, pour deux siècles. Les Écossais étaient des nationalistes-unionistes, en ce sens que leur sentiment d'être écossais était amplifié par leur appartenance à la Grande-Bretagne, et cela, tant et aussi longtemps que la vie civile de la société écossaise les protégeait et qu'ils ne voyaient aucune contradiction entre l'identité nationale (écossaise) et l'identité étatique (britannique)[6]. Cette situation, qui rassemblait le meilleur des deux mondes, procurait à l'Écosse des leviers politique et économique inespérés dont n'aurait pas pu jouir un petit État périphérique relativement pauvre de l'Europe du Nord.

Que l'Écosse ait été transformée par cette union politico-économique ne fait aucun doute. Comme le fait remarquer l'historien Christopher Smout, entre 1750 et 1850, la ceinture centrale de l'Écosse va devenir une des plus intensément industrialisées de la surface de la terre. En 1913, Glasgow, qui s'autoproclamait la « seconde ville de l'empire », va produire, avec ses satellites à l'est et à l'ouest, un cinquième de la production de fer, un tiers du transport de tonnage, un quart des engins maritimes, un tiers des rails de locomotive et du matériel roulant et la plupart des métiers du Royaume-Uni[7].

Une telle transformation dépendait des marchés globaux qui avaient été développés et protégés par l'empire britannique, qui usait de sa force militaire pour dominer le commerce international. La question n'était pas de permettre à l'Écosse de développer son économie en complément de ce que faisait l'Angleterre[8]. Après tout, dans le pays du laisser-faire, l'État n'avait ni les ressources ni l'envie d'agir ainsi ; pour lui, c'était au marché de décider. Une preuve supplémentaire que l'Écosse n'était pas un état périphérique spécialisé des marges de l'empire mais bien un joueur compétitif et actif provient d'une comparaison entre l'Écosse et le pays de Galles dans la seconde moitié du XIXe siècle, le siècle impérial. La structure industrielle de l'Écosse se faisait le reflet de l'industrie britannique prise dans son entier, alors que le pays de Galles, très dépendant pour le charbon, le fer et l'acier, était incontestablement un producteur spécialisé qui jouissait d'une bonne situation au sein des marchés de l'empire[9]. De fait, rien ne nous permet de dire que l'Écosse était plus spécialisée dans sa structure industrielle que l'économie britannique au XIXe siècle. L'Écosse était le reflet de l'infrastructure industrielle et était plus « britannique » que d'autres régions économiques du royaume[10]. Elle demeurait une partie de l'État britannique qui, avec un haut

degré d'autonomie civile à l'intérieur des structures de l'État, ne pouvait pas être réduite à une simple région de l'Angleterre. L'Écosse était particulièrement bien positionnée et adaptée afin de tirer profit de l'avantageuse position structurelle de la Grande-Bretagne dans l'économie mondiale centrée autour des intérêts britanniques. Comme l'avance Kirby, la nature distincte de la structure industrielle britannique était un des aspects remarquables de l'économie d'avant 1914. En 1907, le vieux système de *staple* du textile, du charbon, du fer et de l'acier ainsi que l'ingénierie générale comptait approximativement pour 50 % de la production industrielle et employait 25 % de la population active. La plupart de ces produits étaient fortement dépendants des marchés d'exportation de plus en plus étroits et situés principalement au sein de l'empire britannique, en l'Amérique du Sud et en Asie. Le charbon et le textile, le fer et l'acier représentaient à eux seuls environ 70 % des gains d'exportation[11].

Dans la mesure où l'Écosse était bien intégrée dans la structure de l'économie impériale, l'effondrement de l'empire sera sans appel pour elle. Les racines de son déclin sont liées aux excès d'impérialisme et non pas à une situation de clivage ou de dépendance. Lorsque l'ordre international s'effondre, dans la première moitié du XXe siècle, l'Écosse va souffrir, comme d'ailleurs toute la Grande-Bretagne.

L'Écosse va profiter des avantages de l'union politique avec l'Angleterre pour se réinventer au sein du plus grand empire : l'empire britannique. La bourgeoisie naissante n'avait pas besoin de nourrir le nationalisme et le séparatisme parce que a) elle possédait déjà une société civile complète au sein d'une structure étatique britannique sous-développée en Écosse et b) l'outil par excellence de transformation économique, l'empire, leur était totalement accessible ; elle a alors pu profiter de cet avantage pour se transformer, ainsi que la société. L'Écosse n'a alors pas développé un nationalisme de type conventionnel, c'est-à-dire séparatiste, car on n'en ressentait pas le besoin ni politiquement ni économiquement. La mondialisation n'explique donc pas la montée du nationalisme-séparatiste écossais au XIXe siècle. Ces conditions particulières ne vont cependant pas survivre au XXe siècle.

La fin de l'empire marque également la mort de l'Union, du moins dans sa forme traditionnelle. De la victoire peu glorieuse contre les Boers d'Afrique du Sud jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, il aura fallu plus d'une cinquantaine d'années pour que l'empire devienne chose du passé. À partir de 1950, le déclin économique va frapper l'Écosse avec force et rapidité, ce qui forcera une restructuration radicale. Avec l'effondrement des marchés étrangers, on va rapidement opérer un changement de l'économie traditionnelle, acier, fer, charbon, vers une économie qui cherche à attirer les investissements

étrangers. Alors que l'Angleterre bénéficiait de ces nouveaux produits, il était de la responsabilité du semi-État écossais, c'est-à-dire le Scottish Office, de transformer l'Écosse. Parallèlement, l'érection de l'État-providence va renforcer l'homogénéité des différentes composantes de la Grande-Bretagne. Le système bipartite avec, d'un côté les conservateurs, et de l'autre, les travaillistes, va obtenir des résultats électoraux similaires en Écosse et en Angleterre.

Les divergences politiques grandissantes entre les deux partenaires de l'État britannique vont débuter dans les années 1950. Alors que les conservateurs vont demeurer très populaires au sud, leur support politique va s'éroder au nord. Les raisons de ce déclin sont nombreuses et complexes, mais elles sont certainement liées à la transformation de la structure économique et à l'internationalisation de l'économie écossaise. La différence de prospérité entre l'Angleterre et l'Écosse n'aura pas trop d'effets, sauf pour les vagues d'immigration vers le sud en pleine croissance. L'Écosse subit alors un taux de chômage qui est le double de celui de l'Angleterre et est victime de la désertion de ses travailleurs. L'État va donc tenter de transformer la situation. Le Scottish Office, issu de l'Écosse, est un appareil bureaucratique avec un conseil qui gouverne l'Écosse au cœur du gouvernement de Westminster.

L'esprit de l'État-providence, de la social-démocratie et de l'Union va être cassé avec l'élection d'une radicale de droite, Margaret Thatcher. Elle va prendre le pouvoir avec un agenda double et avec l'appui de l'électorat anglais. Dans un premier temps, elle veut en finir avec le déclin économique en démantelant l'État-providence et en privatisant les industries nationalisées. C'est l'époque des politiques de privatisation et de dérégulation. D'un autre côté, elle cherche, de son propre aveu, à rehausser le prestige de la Grande-Bretagne, ce qui l'amène, entre autres, à se lancer dans une invraisemblable guerre contre l'Argentine pour les Îles Falkland. Ces stratégies politiques vont se contredire mutuellement. Les politiques de libéralisme économique, diminuer la taille de l'État, vont s'inscrire en faux de l'esprit de nationalisme conservateur qui soutient l'État. Les premières politiques vont contribuer à dénouer les divers liens qui unissent les différentes régions de Grande-Bretagne : on va supprimer l'adjectif « britannique » devant charbon, fer, gaz, chemin de fer et ainsi de suite. Cela implique que le même système institutionnel ne couvre plus l'ensemble du royaume. Cela signifie également, au niveau symbolique, que la livraison de tout cela ne sera désormais plus « britannique ».

En Écosse, tout particulièrement, les assauts contre ces industries étatiques et envers les services publics sont perçus comme une attaque contre l'Écosse même. La première ministre, très anglaise dans ses propos, va également

pratiquer un libéralisme économique et politique qui heurte de front les projets d'intégration européenne. Le Parti conservateur est alors essentiellement dirigé par des Anglais néolibéraux et euro-sceptiques, ce qui va causer un déclin rapide de leur soutien populaire en Écosse. Le système constitutionnel, et plus particulièrement la bureaucratie du Scottish Office, est sous le contrôle de Westminster alors que la députation écossaise est particulièrement réduite chez les conservateurs. Il est maintenant temps de réactualiser l'idée d'un parlement écossais, dans le cadre du Royaume-Uni ou non.

La montée du nationalisme, ou plus précisément du néonationalisme en Écosse, n'a que très peu à voir avec la défense d'emblèmes culturels comme la langue. Il ne s'agit pas d'un mouvement social réactionnaire qui conteste la marche du progrès et du temps. Le manque de distinctions linguistiques en Écosse (seulement 1.5 % de la population parle le gaélique) fait que le nationalisme prend plutôt une forme civique ou politique. Ce qui va favoriser la montée du nationalisme écossais, c'est le sentiment très répandu d'une trahison, ou du moins, une réduction du développement de l'État britannique. Ce sentiment va être stimulé par la découverte de pétrole dans la mer du Nord à la fin des années 1960, ce qui va permettre à un SNP (Scottish National Party) renaissant de revendiquer le « pétrole de l'Écosse ».

Cette découverte imprévisible va complètement changer la nature des calculs politiques en Écosse. L'Écosse n'est plus la prisonnière de la conjoncture économique de la Grande-Bretagne. La découverte de ce pétrole ne va pas seulement transformer les bases économiques du pays, mais également la psychologie politique de la nation. La nature internationale de l'économie pétrolière, ainsi que la dépendance des capitaux et des marchés étrangers de l'industrie manufacturière en transformation, font en sorte que l'Écosse peut relâcher ses liens avec l'État plus facilement. L'ironie de la situation est que Mme Thatcher est partiellement responsable de ces résultats. En favorisant le désenclavement de l'État, elle va miner son projet nationaliste-conservateur. En affaiblissant l'État, elle va simplifier pour les Écossais le processus de détachement du système de gouvernance du gouvernement central. En fait, personne ne va favoriser plus que Margaret Thatcher le retour de l'idée du *home rule* pour l'Écosse.

Derrière ces pratiques et ces politiques de l'État britannique se cache un processus qui réduit les capacités régulatrices de l'État. Il n'est plus possible de considérer l'État comme efficace, confiant en ses moyens de gestion de l'économie et protecteur de l'intérêt national comme on le faisait dans les premières années d'après-guerre. La Communauté, et ensuite l'Union européenne, va favoriser la mise en place d'un système qui permet aux États-nations de transférer leurs problèmes liés à la transformation économique et sociale, agriculture, développement industriel, au niveau supra-national[12].

Ces changements ne doivent pas être interprétés comme la fin de « l'État-nation », cela signifie simplement que l'État subit un processus de transformation radicale[13]. L'État n'a plus les capacités de régler seul les problèmes-clés et doit de plus en plus s'associer avec ses voisins afin de résoudre, en commun, certains problèmes. Les changements internationaux et les nouvelles forces globales vont favoriser les stratégies de régionalisation comme l'intégration européenne[14]. L'État n'est pas sur le point de disparaître, il est plutôt en plein processus de transformation, dans le but de se mettre au diapason de la nouvelle réalité économique[15]. Pendant le processus, l'État est mis au défi à la fois par le haut et par le bas, par les régionalistes et les nationalistes qui clament leur droit à l'autodétermination dans le nouvel ordre mondial, dont l'avènement a été facilité par l'éclatement du communisme et par une plus grande libéralisation dans tous les sens du terme.

Dans son plus récent livre sur le nationalisme, Tom Nairn se demande pourquoi la mondialisation a favorisé l'éclosion du nationalisme plutôt que de le faire disparaître. Selon lui, c'est sans aucun doute la question la plus importante des dernières années[16]. Il fait référence à l'idée selon laquelle le nationalisme implique l'intégration du local dans le global, le particulier dans l'universel. Les choses ne sont cependant pas si simples. Comme le fait remarquer Benedict Anderson, le nationalisme est un concept socio-culturel universel qui est cependant irrémédiablement particulariste dans sa manifestation[17]. En bref, la mondialisation a engendré le nationalisme, il ne l'a pas mis en danger. Ce paradoxe s'explique par le fait que le localisme est l'autre coté de la médaille « mondialisation ». De plus, la mondialisation est un ensemble de phénomènes différents, mais interreliés, qui ont des effets et des vitesses variables selon les endroits. Les changements géopolitiques du monde moderne modifient l'équilibre des forces entre les différents niveaux territoriaux.

L'un des problèmes inhérents au concept de mondialisation, c'est qu'il implique que l'État n'a plus d'importance et que, conséquemment, le nationalisme, qui peut être défini comme la recherche d'un État pour répondre aux intérêts de la nation, semble dépassé. Penser ainsi équivaut à confondre le global avec l'international. Il existe des différences considérables entre une économie globale et une économie internationale, cette dernière étant la base essentielle qui permet aux compagnies nationales de commercer. En résumé, il existe plusieurs multinationales mais très peu sont réellement transnationales. Le niveau national reste toujours une base politico-économique d'où les compagnies peuvent gérer leurs activités. Si les compagnies restent, dans une large proportion, nationales, les populations restent liées à un territoire. En d'autres termes, le peuple reste « nationalisé » tant que les États continuent à contrôler leurs migrations, les relations de travail

et la sécurité sociale. Alors que la capacité de l'État est considérablement réduite par l'extension des marchés internationaux et des médias de communications, celui-ci conserve cependant une capacité régulatrice considérable en ce qui concerne sa population. Les conséquences de cela font en sorte que « les États demeurent "souverains", non pas dans le sens qu'ils sont tout-puissants et omnipotents à l'intérieur de leurs frontières, mais parce qu'ils contrôlent leurs frontières et parce qu'ils sont, jusqu'à un certain point, démocratiques et représentent les citoyens qui vivent à l'intérieur de ces frontières »[18].

Quelles sont les conséquences de cela pour l'Écosse ? Premièrement, il faut admettre que la mondialisation contemporaine a créé l'Écosse moderne précisément parce que cette dernière était incorporée dans l'économie capitaliste. Adam Smith observait en 1776 dans son livre *La Richesse des nations* que celle-ci avait la capacité d'unir, jusqu'à un certain point, les coins les plus reculés du monde en leur permettant de soulager les besoins de tout un chacun, en favorisant la jouissance réciproque et le développement mutuel des industries[19]. L'internationalisation de l'économie moderne a environ 200 ans. C'est durant cette période que l'Écosse s'est formée. Cette économie n'était pas cependant « globale ». Alors qu'il existe des continuités entre les différentes phases de mondialisation, nous sommes aujourd'hui dans une phase distincte.

Depuis son association avec l'Angleterre, l'Écosse est une nation-sans-État mais qui a cependant conservé et même développé une autonomie considérable en ce qui concerne ses affaires internes[20]. L'Écosse s'autogouvernait dans ses affaires internes et était un acteur actif de l'empire britannique. Ses faiblesses ne découlent pas d'une quelconque relation coloniale avec l'Angleterre mais plutôt de cette trop grande intégration dans ce qui sera, dans la plus grande partie du XXe siècle, l'économie dominante. Puisque la Grande-Bretagne était, comme le dit Eric Hobsbawm, un « monde d'Îles » par lequel la plupart des biens et services transitaient, alors l'économie de l'Écosse va fleurir et dépérir avec l'empire. L'Écosse d'aujourd'hui conserve des traits de ses origines tout en s'ajustant aux réalités des marchés internationaux contemporains. Comme le souligne Neil Hood,

> L'Écosse a peut-être une petite économie, mais cette dernière couvre le monde. Son PNB compte peut-être pour moins de 9 % de celui du Royaume-Uni mais cette économie est une des plus ouvertes du monde. L'Écosse n'a pas besoin de se mettre à l'heure de la mondialisation, son ouverture pour les échanges et pour l'investissement sont ses principales caractéristiques depuis plus d'un siècle[21].

Ainsi, plus d'un tiers de la demande économique finale en Écosse est lié aux exportations vers son plus grand marché : le reste du Royaume-Uni. Après le Royaume-Uni, l'Europe continentale est son marché d'exportation le plus important pour les produits manufacturés. À eux seuls, les ordinateurs et produits reliés ainsi que le whisky représentent 40 % des produits manufacturés. La croissance la plus rapide se situe dans le domaine de la machinerie, qui croît de 25 % à 40 % entre 1984 et 1996[22]. Après l'Union européenne, qui compte pour 60 % de ses produits manufacturés hors Grande-Bretagne, viennent l'Amérique du Nord et l'Extrême-Orient.

L'importance des marchés d'exportation se reflète dans les investissements étrangers. Trente pour cent de ces investissements sont dans le secteur manufacturier de multinationales essentiellement américaines. Ces investissements étrangers sont une des caractéristiques de l'économie écossaise depuis 1867, lorsque la compagnie Singer s'est établie sur le Clydeside. La grande augmentation viendra cependant dans la deuxième moitié du XXe siècle. Alors qu'en 1945, seulement six compagnies américaines étaient établies en Écosse, ce nombre est passé à 178 en 1981, sans compter les 138 d'autres pays. L'investissement étranger va devenir une caractéristique de plusieurs régions du Royaume-Uni à la fin du XXe siècle, la proportion d'investissements étrangers pour l'Écosse va, dans les années 1990, passer de 15 à 20 % du total. La grande partie de ces investissements est concentrée dans le secteur électronique, qui emploie près de 80 000 personnes. Les compagnies étrangères investissent une plus grande quantité de capital par employé, en plus d'être plus productives. L'Écosse attire les investisseurs par sa localisation dans l'Union européenne et par le faible coût de production.

Quelle est l'importance de cela pour la nouvelle économie politique de l'Écosse ? Le besoin de transformation de l'économie écossaise vers d'autres choses que les produits traditionnels comme le fer, l'acier et le textile amène la rupture d'une partie des liens avec les entreprises du reste du Royaume-Uni. Les fonds nécessaires à cette transformation proviennent d'outre-mer et coïncident avec la vague de privatisation du gouvernement conservateur dans les années 1980-1990. Même si le reste du Royaume-Uni demeure son principal marché d'exportation, les relations commerciales de l'Écosse s'internationalisent. Cette situation existait au XXe siècle, mais seulement au sein de l'empire britannique. Le fait de supprimer les entreprises d'État à partir des années 1980 favorise le découplage entre l'Écosse et l'État britannique. Il est vrai que l'État est encore un joueur-clé dans la régulation de l'économie, mais il n'a plus les leviers d'antan et sa marge de manœuvre est encore plus réduite dans une économie ouverte.

Le retour d'un parlement en Écosse en 1999 aura pour effet d'attribuer aux politiciens et aux décideurs locaux beaucoup de leviers de décision afin

de favoriser l'investissement étranger. Alors que les taxes au niveau macro-économique sont toujours entre les mains de l'État britannique, l'Union européenne joue un rôle de plus en plus grand dans la régulation économique. L'Écosse se trouve donc dans une position où elle doit négocier avec deux partenaires : la Grande-Bretagne et l'Union européenne.

Au XXIe siècle, l'Écosse réintègre le monde en tant que nation-sans-État. Elle réintègre un monde où le concept de souveraineté partagée semble mieux correspondre aux conditions du monde actuel. En Europe, les différents paliers de gouvernements se découvrent une marge d'autonomie surprenante. L'alternative n'est plus soit de se faire un nid dans l'espace de l'État-nation en subissant ses diktats macro-économiques et en vivant avec ses ressources, ou soit de vivre dans le monde précaire de l'indépendance. Dans l'ensemble des pays occidentaux, et non seulement en Écosse, les acteurs subnationaux, comme le pays de Galles, la Catalogne, la Flandre ou le Québec, découvrent de nouvelles possibilités d'autonomie qui pourront mener ou pas vers l'indépendance. Le mot « indépendance », dans cette ère d'interdépendance, n'a plus, rappelons-le, la même signification qu'au XIXe et au début du XXe siècles. Ces territoires qui, comme l'Écosse, ont hérité d'une autonomie sociale et économique élevée ont un net avantage sur ceux dont la société civile est faible ou rudimentaire.

Il ne faut pas laisser entendre que la « mondialisation » se réfère simplement à un changement dans les processus économiques. La construction de l'État-nation classique représente une tentative d'arrimer sous son joug les questions culturelles (la nation) et les questions de pouvoir (l'État). En fait, très peu d'« États-nations » ne peuvent être considérés comme tels[23]. En réalité, l'épithète « national » va être utilisée afin de légitimer le pouvoir de l'État qui affirme parler au nom du « peuple ». Au XXIe siècle, cette affirmation n'a plus le même écho. Il existe, par exemple, des États qui ne sont pas des nations (ou plutôt des multinations) et des nations, comme l'Écosse, qui n'ont pas d'État. Ce qui rend le cas de l'Écosse unique est que ses particularités ne proviennent pas d'une différence linguistique de l'État hôte mais d'un grand nombre de différences légales et institutionnelles qui favorisent son autonomie. Le « mariage de raison » conclu en 1707 tire à sa fin, l'héritage institutionnel et culturel est depuis devenu un moyen de développement de nouvelles marges d'autonomie et de souveraineté partagée.

Le monde moderne est un monde de pluralité de cultures et d'économies qui ne se rassemblent pas en une seule belle image comme un casse-tête. Les processus complexes de changements économiques, sociaux et culturels, bref, la mondialisation, sont plus susceptibles de favoriser la création d'un monde en patchwork. Ce monde en est un où les nations-sans-État émergent et réémergent et où la souveraineté est divisée et partagée[24]. Si nous voulons

comprendre les changements qui affectent notre monde, il faudrait peut-être observer les petites nations plutôt que les grands États. Après tout, en navigation, pour constater dans quelle direction souffle le vent, il est plus utile de regarder les petits bateaux que les grands paquebots. Le monde moderne, qui est à la fois le créateur et la créature de la mondialisation, est un monde où savoir décoder les premiers signaux de changements sociaux est vital. Les États-sans-nation ont trouvé leur voie.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Cet article a été traduit par Stéphane Paquin.

2. David McCrone, *The Sociology of Nationalism : tomorrow's ancestors*, London, Routledge, 1998.

3. L. Paterson, *The Autonomy of Modern Scotland*, Edinburgh University Press, 1994.

4. Tom Nairn, *The Break-Up of Britain*, London, New Left Books, 1977.

5. T. M. Devine, *The Scottish Nation, 1700-2000*, London, The Penguin Press, 1999.

6. G. Morton, *Unionist-Nationalism : Governing Urban Scotland, 1830-1860*, John Tuckwell Press, East Linton, 1999.

7. T.C. Smout, *A Century of the Scottish People, 1830-1950*, Glasgow, Collins, 1987, p. 85.

8. David McCrone, *Understanding Scotland : the sociology of a stateless nation*, London, Routledge, 1992.

9. *Ibid.*, p. 66.

10. C. H. Lee, *Scotland and the United Kingdom : the economy and the union in the twentieth century*, Manchester University Press, 1995.

11. M. W. Kirby, *The Decline of British Economic Power since 1870*, London, Allen & Unwin, 1981, p. 17.

12. A. Milward, *The European Rescue of the Nation State*, London, Routledge, 1992.

13. D. Beetham, « The Future of the Nation State ? », dans McLennan,G., Held, D., and Hall, S. (dir.), *The Idea of the Modern State*, Milton Keynes, Open University Press, 1984 ; M. Mann, « Has globalization ended the rise and rise of the nation-state ? », *Review of International Political Economy*, vol. 4, no. 3, 1997.

14. M. Keating, *Nations against the State : the new politics of nationalism in Quebec, Catalonia and Scotland*, London, Macmillan, 1996.

15. M. Castells, *The Power of Identity*, Oxford, Blackwell, 1997.

16. T. Nairn, *Faces of Nationalism : Janus revisited,* London, Verso, 1997, p. 63.

17. B.Anderson, *Imagined Communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, London, Verso, édition révisée, 1996, p. 5.

18. P. Hirst et G. Thompson, *Globalization in Question*, Cambridge, Polity Press, 1996, p. 190.

19. T. Nairn, *op.cit*, 1997, p. 148.

20. L. Paterson, *The Autonomy of Modern Scotland*, Edinburgh University Press, 1994.

21. N. Hood, « Scotland in the World », dans Peat, J., and Boyle, S., (dir.) *An Illustrated Guide to the Scottish Economy*, London, Duckworth, 1999.

22. *Ibid.*

23. W. Connor, « When is a nation ? », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 13, no. 1, 1990.

24. N. MacCormick, « Liberalism, Nationalism and the Post-sovereign State », dans *Political Studies*, XLIV, 1996.